

Questions orales

M. Turner (Vancouver Quadra): Le député me dit de lire le journal en entier. Cela mettrait à l'épreuve la patience des députés, même la sienne.

Je tiens à citer les propos de hauts fonctionnaires américains. Hier, ce bonhomme a déclaré que les droits de propriété intellectuelle (comme les brevets sur les médicaments) constituent l'une des questions globales cruciales, puis il a ajouté qu'à son avis, les États-Unis avaient obtenu l'assurance du gouvernement canadien qu'il réglerait la question.

Voici ce que je veux demander au ministre de la Consommation et des Corporations, pour lui donner enfin la chance d'intervenir. Pourquoi le gouvernement a-t-il rejeté les recommandations du rapport Eastman, émanant d'une commission d'enquête judiciaire indépendante bien canadienne? Pourquoi a-t-il rejeté ces recommandations et cédé aux pressions des États-Unis au lieu de proposer cette mesure législative?

L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur le Président . . .

Une voix: Lequel d'entre vous va répondre?

M. Axworthy: Faites-le ensemble.

M. Blackburn (Brant): Je n'accepterais pas cela, Pat.

M. Andre: . . . je rappelle au chef de l'opposition que c'est le gouvernement libéral qui, en 1983, a présenté un Livre blanc. Le député de Papineau a dit qu'il fallait modifier la législation canadienne concernant les brevets.

Des voix: Oh, oh!

M. Andre: Je rappelle au très honorable chef de l'opposition que lorsqu'il travaillait dans le secteur privé, en tant que président du conseil d'administration de la société pharmaceutique Sandoz, bien des gens l'ont entendu dire qu'il fallait modifier les lois canadiennes sur les brevets.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: C'est honteux!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous appuyons le rapport Eastman.

Une voix: Lisez donc le rapport Eastman.

M. Andre: Je ne sais pas si le chef de l'opposition s'est entretenu avec les étudiants en pharmacie qui s'étaient réunis à Ottawa, avant-hier, sauf erreur, pour parler de leur avenir . . .

Mme Copps: Et les personnes du troisième âge?

M. Andre: . . . mais ce qui pousse le gouvernement à agir, ce sont les milliers d'emploi et les centaines de millions de dollars qui seront investis dans la recherche et le développement.

Je souhaite que l'honorable chef de l'opposition ait le courage de rencontrer ces étudiants et de leur dire qu'à ses yeux, leur avenir passe après son opportunisme politique.

Des voix: Bravo!

M. le Président: La parole est au député de Winnipeg—Fort Garry.

M. Axworthy: Puisque le ministre de la Consommation et des Corporations est en train d'organiser des rencontres, nous aimerions savoir quand il compte s'entretenir avec les Canadiens du troisième âge qui vont devoir dépenser des centaines de millions de dollars de plus en médicaments; voilà ce que nous voudrions savoir.

Des voix: Bravo!

LE DISCOURS DE LA MINISTRE—ON DEMANDE LE DÉPÔT DE RAPPORTS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, comme la ministre du Commerce extérieur tenait tellement à entonner un duo avec le ministre de la Consommation et des Corporations, je vais m'adresser spécialement à elle.

Hier, en réponse aux questions de notre chef, elle a déclaré expressément que toutes les informations commerciales dont les Canadiens ont besoin au sujet des négociations canado-américaines figurent dans un discours qu'elle a fait le 16 mars. Je vais donc demander à la ministre comment il se fait alors que, dans ce discours, elle ait parlé d'emploi mais passé sous silence ce qu'ont dit les fonctionnaires du ministère fédéral de l'Expansion industrielle régionale, à savoir qu'il y aurait des pertes d'emplois dans le secteur des brasseries, dans la sidérurgie, dans la construction navale, dans l'industrie des pièces d'automobiles, en fait dans des secteurs intéressant tous les coins du Canada. Si ce discours devait faire le point sur l'impact des négociations de libre-échange, pourquoi a-t-elle passé ces faits sous silence, pourquoi les a-t-elle cachés, pourquoi ne les a-t-elle pas dévoilés à ce moment-là?

Je demande à la ministre, en toute honnêteté, si elle est maintenant disposée à déposer ces rapports qui énoncent exactement l'impact réel que le libre-échange va avoir sur le pays et sur l'emploi au Canada?

• (1425)

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, permettez-moi d'exposer des vérités évidentes. Tout d'abord, les négociations de libre-échange sont en cours. Elles vont durer encore six semaines. Il n'est pas possible pour l'instant de déposer le genre de renseignements demandés par le député parce que les négociations sont en cours. Le premier ministre a dit qu'il y aurait une discussion publique sur cette question.

En second lieu, j'aimerais signaler que les renseignements que le député présente à la Chambre sous la forme du rapport du MEIR, rapport «mineur» qui n'a jamais été communiqué au Cabinet, a déjà été attaqué par un secteur, celui de la pétrochimie qui estime que l'analyse le concernant est tout simplement fausse.